



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 26 novembre 2003 (03.12)
(OR.en)**

**14712/1/03
REV 1**

**PESC 668
COARM 14**

NOTE POINT "I/A"

du:	Secrétariat
aux:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Cinquième rapport annuel établi en application du point 8 du dispositif du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements

1. Le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements, adopté par le Conseil le 8 juin 1998, prévoit, au point 8 de son dispositif, qu'une réunion annuelle, qui se tiendra dans le cadre de la PESC, permettra, entre autres, de faire le bilan du fonctionnement du code, de définir les éventuelles améliorations à y apporter et de soumettre au Conseil un rapport de synthèse élaboré sur la base des contributions des États membres.
2. Lors de la cinquième réunion annuelle, qui s'est tenue en application du point 8 du dispositif du Code de conduite à Bruxelles, le 28 octobre 2003, le cinquième rapport annuel, qui figure en annexe, a été mis au point en vue d'être soumis au Conseil, par l'intermédiaire du Coreper.
3. Le Comité des Représentants permanents pourrait donc suggérer au Conseil:
 - de prendre acte du cinquième rapport annuel établi en application du point 8 du dispositif du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements;
 - d'en ordonner la publication au Journal officiel (série C).

**CINQUIÈME RAPPORT ANNUEL ÉTABLI EN APPLICATION DU POINT 8
DU DISPOSITIF DU CODE DE CONDUITE DE L'UNION EUROPEENNE
EN MATIERE D'EXPORTATION D'ARMEMENTS**

INTRODUCTION

Le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements établit un mécanisme d'échange d'informations et de consultation entre les États membres afin de garantir la convergence des politiques nationales de contrôle des exportations.

Les décisions prises par les États membres sur les pratiques ayant trait au Code de conduite et à son application par les États membres figurent dans des rapports annuels. Par souci de transparence, un recueil des pratiques convenues, qui reprend de manière systématique toutes les décisions prises par le groupe, est annexé au rapport de cette année, dans la ligne du précédent créé en 2002. Ce recueil associé au code proprement dit, présente de manière exhaustive le Code de conduite et la façon dont il est appliqué par les États membres.

I. BILAN DE LA CINQUIÈME ANNÉE DE FONCTIONNEMENT DU CODE

Le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements est considéré, à juste titre, comme le régime de contrôle des exportations d'armements le plus complet. Le grand nombre de notifications de refus et de consultations reflète l'intensité du dialogue entre les États membres et contribue ainsi à la convergence des politiques et des procédures relatives aux exportations d'armements en vigueur dans les États membres de l'Union européenne.

Ce dialogue n'est pas seulement mené au niveau interne entre les États membres, mais aussi avec des pays non membres, lors de réunions de la troïka, dans le cadre du dialogue politique qui relève de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne.

Sur ce plan, le dialogue avec les pays adhérents et les pays associés s'est intensifié en vue d'améliorer la mise en œuvre du code, dont tous ces pays ont accepté le principe. Des modifications et des adaptations sont nécessaires sur le plan législatif et pour ce qui est de la formation des fonctionnaires concernés. La contribution que les États membres peuvent apporter à cet égard est fondamentale.

Le 28 mai 2003, la République tchèque a accueilli à Prague la quatrième réunion informelle d'experts sur les politiques en matière d'exportations d'armements. Des questions liées au courtage en armements, à l'application du Code de conduite et aux moyens d'en garantir le respect y ont été débattues. Les politiques nationales ont été décrites et les différentes formes de mise en œuvre des contrôles européens en matière d'exportation d'armements ont été comparées. L'établissement de contacts personnels entre experts a été encouragé.

Le débat sur le renforcement éventuel du statut du Code de conduite, par sa transformation en une position commune, s'est intensifié à la suite de l'adoption, par le Conseil, de la position commune 2003/468/PESC du 23 juin 2003 sur le contrôle du courtage en armements. Ce point est également abordé dans l'exposé des motifs de la Commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense du Parlement européen relatif au quatrième rapport annuel du Conseil sur le Code de conduite, dans lequel la demande de rendre le code juridiquement contraignant est réitérée et la possibilité de sa transposition en droit national est envisagée. Le groupe a examiné les conséquences juridiques d'une éventuelle transformation du code en une position commune et continue à débattre de la question.

II. ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS PRIORITAIRES RECENSÉES DANS LE QUATRIÈME RAPPORT ANNUEL

HARMONISATION DES RAPPORTS NATIONAUX

Le processus d'harmonisation des procédures d'établissement des rapports s'est poursuivi et il y a eu des avancées pour ce qui est de rendre les données statistiques entièrement comparables. Il semble que les systèmes nationaux appliqués pour l'établissement des rapports relatifs aux exportations d'armements ne puissent être modifiés que de manière progressive. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la liste des pays destinataires, qui couvre désormais plus largement les diverses destinations.

S'agissant des données statistiques, le groupe a examiné la situation résultant de l'incapacité de certains États à fournir des données tant sur les licences octroyées que sur les exportations réelles.

NORMALISATION DES CERTIFICATS D'UTILISATEUR FINAL

Après avoir défini les éléments essentiels qui doivent figurer dans un certificat d'utilisateur final, lorsqu'il est exigé par un État membre dans le cadre de l'exportation de biens figurant sur la liste commune des équipements militaires, les États membres ont continué à rechercher des moyens permettant de normaliser davantage ces certificats.

À cet égard, la liste des précisions obligatoires a été étoffée et les éléments supplémentaires à inclure ont été examinés.

COURTAGE EN ARMEMENTS

En juin 2003, le groupe COARM ayant donné son approbation définitive, le Conseil a adopté une position commune sur le contrôle du courtage en armements. Cet engagement conjoint constitue une confirmation officielle de certaines des pratiques convenues figurant dans l'annexe du quatrième rapport annuel. Il contient également des critères et des définitions que les États membres devront reprendre dans leur législation sur le courtage.

Pour les activités de courtage, une licence ou une autorisation écrite doit être obtenue auprès des autorités du lieu où les activités se déroulent et, si la législation nationale l'exige, auprès des autorités du lieu de résidence ou d'établissement du courtier. Les États membres évalueront, sur la base des dispositions du Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements, les demandes de licence ou d'autorisation écrite pour des transactions de courtage spécifiques.

Les États membres peuvent également exiger des courtiers qu'ils obtiennent une autorisation écrite pour exercer le courtage. Ils peuvent également dresser un registre des courtiers en armements. En aucun cas, l'inscription au registre ou l'autorisation écrite d'exercice du courtage ne remplace l'obligation d'obtenir la licence nécessaire ou l'autorisation écrite pour chaque transaction.

Par ailleurs, le groupe est convenu que la position commune doit être mise en œuvre au moyen du mécanisme établi dans le Code de conduite. Cependant, tous les États membres n'ont pas mis en place une législation en matière de courtage en armements. Il a donc été suggéré qu'un système de notification et de consultation ne soit contraignant que pour les États membres qui disposent de la législation pertinente.

AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE DIFFUSION DES NOTIFICATIONS DE REFUS

La diffusion des notifications de refus est un des moyens les plus importants permettant d'atteindre les objectifs des politiques des États membres en matière de contrôle des exportations et d'assurer la convergence de ces politiques. À cette fin, le groupe a approuvé un "Mode d'emploi" destiné à clarifier les responsabilités des États membres dans ce domaine et à accroître l'échange d'informations. Ce mode d'emploi ne remplace pas le Code de conduite, mais donne des orientations pour en interpréter le dispositif en ce qui concerne la définition d'un refus, la procédure de notification de ce refus et le contenu de cette dernière, le retrait d'une notification de refus et les procédures de consultation. Il est avant tout destiné aux fonctionnaires chargés de délivrer les licences.

La création d'une base de données centrale pour les notifications de refus de licences d'exportation a été décidée, ce qui revient à mettre en place une ressource que tous les États membres peuvent utiliser, pour rechercher des notifications de refus déterminées.

PROMOTION DES PRINCIPES ET CRITÈRES ÉNONCÉS DANS LE CODE AUPRÈS DES PAYS NON MEMBRES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le Code de conduite ainsi que ses objectifs et procédures sont constamment présentés et proposés dans le cadre d'un dialogue politique avec des États non membres et des organisations internationales.

À cet égard, le groupe COARM a accepté, en principe, d'échanger avec des pays non membres déterminés des informations globales sur les notifications de refus. Toute décision en la matière sera prise au cas par cas et les obligations mutuelles qui pourraient en résulter à l'égard du ou des pays concernés font actuellement l'objet d'un examen.

III. AUTRES QUESTIONS TRAITÉES PAR LE GROUPE COARM AYANT TRAIT À LA MISE EN ŒUVRE DU CODE DE CONDUITE

LISTE COMMUNE DES ÉQUIPEMENTS MILITAIRES ÉTABLIE PAR L'UE

Une nouvelle version mise à jour de la liste commune des équipements militaires établie par l'UE a été approuvée (la dernière remonte au mois de juin 2000). Elle comporte le même système de numérotation que celui de la liste des équipements militaires de l'Arrangement de Wassenaar, dont cette nouvelle version tient compte. Les États membres sont convenus que les futures modifications apportées à la liste de l'Arrangement de Wassenaar ne se répercuteront pas automatiquement sur la liste commune de l'UE. La liste a été soumise au Conseil et sera publiée au Journal officiel (série C).

MISE EN ŒUVRE DU HUITIÈME CRITÈRE DU CODE DE CONDUITE

Une étude centrée sur des orientations spécifiques destinées à aider les États membres à appliquer ce critère, et sur les ministères ou les organismes gouvernementaux impliqués dans ces travaux, a été lancée. Les autres points faisant actuellement l'objet d'un débat ont trait aux indicateurs utilisés pour effectuer l'examen requis par le huitième critère, lequel examen doit tenir compte tant de la situation prévalant dans le pays importateur que de l'impact potentiel des exportations, ainsi que des sources d'informations.

ORIENTATIONS PRIORITAIRES DANS LE PROCHE AVENIR

Cinq années d'application du Code de conduite ont montré qu'il est possible de considérer que les éléments fondamentaux d'une approche commune en matière de contrôle des exportations d'armes conventionnelles par les États membres sont en place. Cependant, les travaux doivent se poursuivre dans certains domaines qui n'ont pas encore été abordés ou dans lesquels il faut aller plus loin afin de consolider et de mettre à profit les résultats obtenus.

Les orientations recensées par les États membres comme prioritaires dans le proche avenir sont les suivantes:

1. poursuite du processus d'harmonisation des rapports nationaux afin d'élaborer des tableaux synthétiques plus clairs et plus transparents;
2. suivi de la mise en œuvre de la position commune sur le courtage en armements, compte tenu des différents contextes législatifs nationaux;
3. examen des moyens permettant de contrôler le transfert, par voie électronique, de logiciels et de technologies liés aux équipements de la liste commune;
4. poursuite de la politique de promotion des principes et des critères du Code de conduite auprès des pays tiers;
5. fourniture d'une assistance pratique et technique aux pays adhérents, à leur demande, afin de garantir l'harmonisation des politiques en matière de contrôle des exportations d'armements et l'application intégrale des principes et des critères du Code de conduite;
6. mise en œuvre intégrale des règles simplifiées établies dans le "Mode d'emploi" et mesures pour en garantir la stricte application, y compris la base de données centrale des notifications de refus;
7. approfondissement du dialogue avec le Parlement européen;
8. approfondissement des relations avec les pays tiers qui se sont alignés sur le Code de conduite;
9. réexamen du Code de conduite.

RECUEIL DES PRATIQUES CONVENUES PAR LES ÉTATS MEMBRES DANS LE CADRE DU CODE DE CONDUITE

I. INTRODUCTION

Depuis l'adoption du Code de conduite en 1998, les États membres de l'Union européenne ont adopté un certain nombre de pratiques liées au code et à son dispositif en vue de clarifier, de préciser et parfois d'élargir la portée des principes et du dispositif du code.

Les pratiques convenues ont été exposées dans les rapports annuels des États membres sur le fonctionnement du Code de conduite.

Le recueil les regroupe de manière systématique et sera mis à jour et publié une fois par an, en annexe au rapport annuel. Associé au code proprement dit, il présente de manière transparente et exhaustive le code de conduite et la façon dont il est appliqué par les États membres. Il est divisé en deux parties. La première porte sur les pratiques générales liées au fonctionnement du code, la seconde concerne les pratiques liées à des points précis du dispositif du code. L'année de publication dans un rapport annuel est indiquée entre crochets. Le recueil ne porte pas sur les questions en cours de discussion ou définies comme prioritaires en vue de discussions ultérieures.

II. PRATIQUES GÉNÉRALES LIÉES AU FONCTIONNEMENT DU CODE DE CONDUITE

1. Exportation d'équipements utilisés dans le cadre d'opérations humanitaires

Le groupe COARM a débattu de la question de savoir s'il est souhaitable d'autoriser l'exportation d'équipements soumis à un contrôle lorsqu'ils sont destinés à des fins humanitaires alors que cette exportation serait normalement refusée sur la base du Code de conduite. Dans certaines régions, après un conflit, certains types d'équipements soumis à un contrôle peuvent contribuer de manière importante à la sécurité de la population civile et à la reconstruction économique. Les États membres en ont conclu que ce type d'exportations n'était pas incompatible avec le Code de conduite de l'UE. Ces exportations, à l'instar de toutes les autres, doivent être examinées au cas par cas, en tenant pleinement compte des critères énoncés dans le code. Les États membres exigeront des garanties adéquates pour éviter l'utilisation à mauvais escient des équipements concernés et, le cas échéant, prévoiront des dispositions en vue de leur rapatriement (2001).

2. Contrôle du courtage en armements

Dans le cadre de la mise en œuvre du code de conduite, la question du courtage en armements a été soulevée et débattue à plusieurs reprises au sein du groupe COARM. Conformément à l'intention exprimée dans le deuxième rapport annuel, les États Membres ont poursuivi et approfondi leurs discussions sur les modalités du contrôle des activités de courtage en armements. À cette fin, ils se sont mis d'accord sur une série de lignes directrices pour le contrôle du courtage, dont pourraient s'inspirer les législations nationales.

Il faut empêcher les résidents et les entités au sein de l'UE de se livrer à des activités de transfert d'armements contournant les embargos décrétés au niveau national ou par l'Union européenne, les Nations Unies ou l'OSCE ou les critères d'exportation du Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements; il est également souhaitable de mettre en place les instruments nécessaires pour l'échange d'informations sur les activités de courtage tant licites qu'illicites, ce qui renforcerait la coopération au sein de l'UE visant à prévenir et à combattre le trafic d'armes. Les contrôles devraient couvrir les activités des personnes et entités qui, en qualité de représentants, de concessionnaires ou de courtiers, négocient ou organisent des transactions impliquant le transfert d'armements et d'équipements militaires entre des pays étrangers. Ces mesures établissent également un cadre clair dans lequel peuvent s'exercer les activités de courtage licites.

Afin d'éviter les failles résultant de la disparité des approches nationales et de faciliter les travaux des États membres souhaitant mettre au point ou développer une réglementation nationale, certaines propositions relatives au contrôle des courtiers en armements ont été évaluées. Les conclusions de cette évaluation sont exposées ci-après.

Pour ce qui concerne les transactions impliquant des activités d'achat et de vente (le courtier en armements devient légalement propriétaire d'armements ou d'équipements militaires) ou d'intermédiaire (le courtier n'acquiert pas lui-même le matériel), une licence ou une autorisation écrite devrait être obtenue auprès des autorités compétentes de l'État membre où les activités de courtage ont lieu ou où les courtiers résident ou sont légalement établis. Les demandes de licence ou d'autorisation devraient être examinées au cas par cas au regard des critères du Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements.

En outre, les États membres devraient sérieusement envisager la constitution de registres où seraient inscrits les courtiers ou l'obligation pour ceux-ci d'obtenir une autorisation écrite des autorités compétentes de l'État membre dans lequel ils résident ou sont établis. Il conviendra, au moment d'examiner une demande d'autorisation en vue d'exercer une activité de courtage, de tenir compte des éventuels antécédents en matière de participation à des activités illicites. Un tel système de registre ou d'autorisation ne devrait pas être interprété comme une quelconque approbation officielle des activités de courtage, ce qui ressort du reste clairement du maintien d'un système de licences individuelles ou globales autorisant des transactions.

Les contrôles prévus par la loi dans ce domaine important devraient être assortis de sanctions effectives. Les États membres pourraient échanger des informations sur la législation, les courtiers enregistrés et les courtiers ayant des antécédents de participation avérée à des activités illicites et poursuivre les discussions en la matière au sein du groupe COARM, afin de définir plus précisément, entre autres, d'éventuels critères d'évaluation des demandes d'enregistrement en qualité de courtier ou d'autorisation d'exercer une activité de courtage (2001).

Dans le cadre du groupe COARM, les États membres ont collecté des données pertinentes concernant le contrôle du courtage en armements dans leur législation nationale et les ont examinées. Les États membres ont examiné des moyens de renforcer l'engagement politique de contrôler le courtage en armements dans les États membres et dans un cadre plus large (2002).

Le Groupe COARM s'est mis d'accord sur un projet de position commune sur le contrôle du courtage en armements; ce texte a été adopté par le Conseil le 23 juin 2003 (position commune 2003/468/ PESC sur le contrôle du courtage en armements) (2003).

3. Transferts intangibles de technologie

Le groupe COARM a reconnu qu'il importe d'envisager de soumettre à un contrôle légal effectif les transferts électroniques de logiciels et de technologies associés aux biens figurant sur la liste commune, ce qui est déjà le cas dans certains États membres. Il a convenu de poursuivre l'examen de cette question en tenant compte des travaux réalisés dans le domaine des biens à double usage (2001).

4. Transit

Dans les cas où les États membres exigent une licence pour le transit ou le transbordement d'un bien figurant sur la liste commune de l'Union européenne, les États membres devraient tenir dûment compte des critères du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements lorsqu'ils statuent sur une demande de licence de ce type (2002).

5. Production de biens militaires sous licence

Préoccupés par les conséquences des flux incontrôlés et de l'accumulation déstabilisatrice d'armements et autres équipements militaires, ainsi que par la prolifération de la technologie et des moyens de production de ces équipements, l'UE a adopté des mesures pour consolider et renforcer les contrôles des exportations d'armements, promouvoir la coopération internationale dans ce domaine, notamment en vue de contribuer à la prévention des conflits. À cet égard, l'UE reconnaît la responsabilité particulière des États exportateurs d'armements. Rappelant le Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements du 8 juin 1998, les États membres sont convenus que, lors de l'examen d'une demande de licence pour l'exportation d'une technologie ou de biens contrôlés à des fins de production à l'étranger d'équipements figurant sur la liste commune des équipements militaires, il sera tenu compte de l'utilisation potentielle du produit fini dans le pays de production et du risque que ce produit fini soit détourné ou exporté pour le compte d'un utilisateur final non souhaité (2002).

III. PRATIQUES LIÉES AU DISPOSITIF DU CODE DE CONDUITE

Point 3 du dispositif

Les États membres de l'UE diffuseront, par la voie diplomatique, des précisions sur les autorisations refusées conformément au code de conduite pour des équipements militaires, en indiquant les motifs du refus. Les précisions à communiquer sont indiquées dans le projet de formulaire figurant à l'annexe A. Avant qu'un État membre n'accorde une autorisation pour une transaction globalement identique à celle qui a été refusée par un ou plusieurs autres États membres au cours des trois dernières années, il consultera ce(s) dernier(s) au préalable. Si, après consultation, l'État membre décide néanmoins d'accorder une autorisation, il en informera l'État membre ou les États membres ayant refusé l'exportation, en fournissant une argumentation détaillée. La décision de transférer ou de refuser le transfert d'un élément d'un équipement militaire sera laissée à l'appréciation nationale de chaque État membre. Par "refus d'autorisation", on entend le refus par un État membre d'autoriser la vente effective ou l'exportation physique de l'élément de l'équipement militaire concerné, faute de quoi une vente serait normalement intervenue ou le contrat correspondant aurait été conclu. À cette fin, les refus susceptibles d'être notifiés peuvent, selon les procédures nationales, comprendre le refus d'autoriser que des négociations soient entamées ou une réponse négative à une demande d'enquête officielle préalable concernant une commande particulière.

1. Notifications de refus et consultations

Un numéro de série identifiant le pays d'origine ainsi que le numéro du refus figureront dans les notifications de refus (assortis du sigle communautaire désignant l'État membre concerné et de l'indication de l'année).

Les refus qui sont encore susceptibles de faire l'objet d'un recours en vertu des procédures nationales seront notifiés en application du Code de conduite et porteront une mention correspondante.

Les décisions révoquant des autorisations existantes seront traitées de la même manière que les refus d'autorisation.

Les notifications de refus qui ont été communiquées dans le cadre des régimes internationaux de contrôle des exportations, seront également diffusées en tant que notifications au titre du Code de conduite si elles entrent dans le champ d'application de ce dernier.

Un délai de deux à quatre semaines à compter de la date de réception de la demande de consultation est fixé pour la procédure de consultation prévue au point 3 du dispositif du code, sauf si les parties concernées conviennent d'un délai différent.

Lorsqu'un embargo sur les armes est levé, les refus uniquement motivés par cet embargo expirent, sauf si, dans un délai d'un mois, le pays qui a refusé l'autorisation réitère son refus en invoquant d'autres critères du code.

Les notifications de refus devraient comporter les données suivantes:

- le pays de destination,
- une description détaillée du bien concerné (avec numéro correspondant de la liste commune),
- l'acheteur (précisant si l'acheteur est une institution gouvernementale, police, armée, marine, aviation, forces paramilitaires, ou si l'acheteur est une personne privée, physique ou morale, et, dans le cas où le refus est fondé sur le critère 7, le nom de la personne physique ou morale),
- une description de l'usage final,
- les raisons du refus (qui devraient mentionner non seulement le ou les numéros de critères, mais aussi les éléments sur lesquels l'évaluation s'est fondée),
- la date du refus (ou information sur la date d'entrée en vigueur de celui-ci, s'il n'est pas encore en vigueur).

Un refus d'autoriser une transaction jugée globalement identique à un refus déjà notifié par un autre État membre devrait également être notifié.

L'État qui a engagé la consultation devrait systématiquement informer l'État notificateur de sa décision finale, que celle-ci consiste à accorder ou à refuser une autorisation.

En ce qui concerne les refus émis depuis plus de 3 ans, même si l'obligation de consultation disparaît après trois ans comme le prévoit le code de conduite, ceux-ci ne sont pas caducs et peuvent constituer un élément d'information (2000).

2. Dialogue sur les autorisations accordées malgré un refus antérieur

Les cas dans lesquels les consultations engagées pour refus d'autorisation aboutissent à une décision positive pourraient étayer de manière particulièrement utile le dialogue sur l'interprétation à donner aux critères du code et promouvoir ainsi la convergence dans le domaine des exportations d'armes conventionnelles.

Ces cas pourraient résulter de l'évolution de la situation dans le pays de destination en question et/ou mettre au jour des interprétations différentes des critères. Dans cette optique, les États membres qui décident de ne pas tenir compte d'une décision de refus acceptent, dans la mesure où cela est compatible avec les considérations d'ordre national, de communiquer de manière confidentielle des informations relatives à cette décision non seulement (comme prévu dans le dispositif) à l'État à l'origine du refus, mais également, dans le cadre des travaux du groupe COARM, à l'ensemble des États membres (2001).

3. Notion de "transactions globalement identiques"

Le débat au sein du groupe COARM a permis d'aboutir à l'orientation commune suivante:

C'est en appliquant au jour le jour le mécanisme de refus prévu par le code que l'on acquerra l'expérience qui permettra de dégager clairement ce que l'on doit entendre par "transaction globalement identique".

Cette démarche sera facilitée par l'adoption d'une approche globale pour l'évaluation des transactions et, dans un premier temps, d'une interprétation large de ce qu'il faut entendre par "globalement identique". La consultation qui s'ensuivra permettra d'acquérir l'expérience nécessaire pour mettre au point progressivement une définition plus précise de ces termes.

Afin d'accélérer encore ce processus, l'État membre qui a engagé la consultation s'emploiera, dans le cadre des travaux du groupe COARM, à échanger avec les autres États membres de l'UE, de manière confidentielle et dans la mesure où cela est compatible avec les considérations nationales, les informations sur les cas où les consultations ont fait apparaître que deux transactions n'étaient pas globalement identiques. Selon la logique du mécanisme de consultation, ces cas ne sont pas considérés comme des possibilités pour des concurrents d'exploiter à leur profit un refus d'autorisation (2000).

Point 4 du dispositif

Les États membres de l'UE préserveront le caractère confidentiel de ces refus et consultations et ne chercheront pas à en tirer des avantages commerciaux.

1. Confidentialité des consultations

Les États membres ont examiné les modalités des procédures de consultation, et, en particulier, les problèmes liés à l'indispensable confidentialité de ces échanges, sans que celle-ci aille à l'encontre de l'objectif de transparence qui sous-tend le Code de conduite (2000).

Point 5 du dispositif

Les États membres œuvreront à l'adoption à bref délai d'une liste commune d'équipements militaires couverts par le code de conduite, fondée sur des listes nationales ou internationales similaires. Entre-temps, le code de conduite fonctionnera sur la base de listes nationales de contrôle, dans lesquelles seront incorporés, le cas échéant, des éléments provenant de listes internationales en la matière.

1. Liste commune

La liste commune des équipements militaires a été adoptée le 13 juin 2000 par le Conseil et a été publiée au Journal officiel le 8 juillet 2000. Le Conseil a, en effet, décidé, conformément au principe général de transparence qui sous-tend la mise en œuvre du code, de rendre publique cette liste.

Désormais, les États membres utiliseront les références de la liste commune pour les notifications de refus (avec effet rétroactif pour les refus déjà notifiés), ce qui permettra une clarification et une simplification des échanges qu'ils auront sur ces sujets.

Les refus portant sur des articles soumis à un contrôle par les États membres mais n'apparaissant pas sur la liste commune continueront d'être notifiés à tous les États membres. Les États membres qui ne contrôlent pas ces articles en informeront les autres.

La liste commune des équipements militaires a valeur d'engagement politique dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune. Tous les États membres ont ainsi pris l'engagement politique de faire en sorte que leur législation nationale leur permette de contrôler l'exportation de tous les biens figurant sur la liste. La liste commune des équipements militaires servira de référence pour les listes nationales des équipements militaires des États membres, sans pour autant se substituer directement à ces listes.

La liste commune ayant un caractère évolutif, les États membres continueront à la mettre à jour régulièrement au sein du groupe COARM.

Les États membres ont indiqué qu'ils soutiendraient tout effort visant à ce que les biens de la liste commune d'équipements militaires qui ne figurent pas dans la liste militaire de Wassenaar soient proposés pour être examinés dans le cadre de l'arrangement de Wassenaar (2000).

Le groupe COARM est convenu que les présidences devraient convoquer périodiquement des réunions spéciales (au niveau des experts) pour décider de la mise à jour éventuelle de la liste commune de l'UE afin de tenir compte des modifications de la liste de l'Arrangement de Wassenaar, de coordonner les positions des États membres et d'adopter d'éventuelles propositions communes en vue de modifier la liste de l'Arrangement de Wassenaar (2002).

Le groupe COARM a adopté une mise à jour de la liste commune, à publier au Journal officiel, série C. Cette mise à jour tient compte des modifications apportées à l'arrangement de Wassenaar depuis la publication de la liste commune de l'UE en juillet 2000 (2003).

2. Contrôle de l'exportation d'équipements non militaires et de police

Le groupe COARM s'est engagé à élaborer une liste commune de biens non militaires de sécurité et de police dont l'exportation devrait être contrôlée en vertu du critère n° 2 du code relatif au "Respect des droits de l'homme dans le pays de destination finale". La Commission vient d'annoncer une proposition de mécanisme communautaire de contrôle des exportations d'équipements non militaires susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne (2001).

La Commission a présenté une proposition de règlement du Conseil concernant le commerce de certains équipements et produits susceptibles d'être utilisés à des fins de torture ou pour infliger la peine capitale ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (COM(2002) 770 final du 30 décembre 2002). Cette proposition est actuellement examinée par le Groupe "Questions commerciales" (2003).

Point 7 du dispositif

Afin de donner au code de conduite une efficacité maximale, les États membres de l'UE œuvreront dans le cadre de la PESC pour renforcer leur coopération et promouvoir leur convergence dans le domaine des exportations d'armes conventionnelles.

1. Procédures d'appel

Le groupe COARM a eu un échange de vues sur les procédures de recours possibles en matière d'exportation d'équipement militaire (2001).

2. Certificats d'utilisateur final

Les États membres ont adopté un ensemble de base commun d'éléments qui devraient figurer dans un certificat d'utilisateur final lorsqu'il est exigé par un État membre, en ce qui concerne l'exportation de biens figurant sur la liste commune des équipements militaires. Ils ont aussi identifié une série supplémentaire d'éléments qui pourraient être également nécessaires en vertu de leur législation nationale.

Les éléments ci-après constituent les informations minimales qui doivent figurer dans un certificat d'utilisation finale.

- les coordonnées de l'exportateur (au moins le nom, l'adresse et la raison sociale),
- les coordonnées de l'utilisateur final (au moins le nom, l'adresse et la raison sociale). Dans le cas d'une exportation destinée à une entreprise qui revend les biens sur le marché local, cette entreprise sera considérée comme l'utilisateur final,
- le pays de destination finale,

- une description des biens exportés (type, caractéristiques) ou référence au contrat conclu avec les autorités du pays de destination finale,
- la quantité et/ou la valeur des biens exportés,
- la signature, le nom et la position de l'utilisateur final,
- la date du certificat d'utilisation finale,
- une clause d'utilisation finale et/ou de non-réexportation (2002).
- une indication de l'utilisation finale des biens (2003).

En outre, conformément à leur législation nationale, les États membres peuvent exiger, entre autres:

- une clause interdisant la réexportation des biens concernés par le certificat d'utilisateur final.
Une telle clause pourrait, entre autres:
 - prévoir l'interdiction pure et simple de toute réexportation;
 - prévoir qu'une réexportation doit faire l'objet d'un accord écrit des autorités du pays exportateur initial;
 - permettre la réexportation sans autorisation préalable des autorités du pays exportateur à destination de certains pays mentionnés dans le certificat d'utilisation finale,
- l'engagement, le cas échéant, que les biens exportés ne seront pas utilisés à des fins autres que celles déclarées,
- l'engagement, le cas échéant, que les biens ne seront pas utilisés pour mettre au point, produire ou utiliser des armes chimiques, biologiques ou nucléaires ou des missiles vecteurs de telles armes,
- les coordonnées complètes, le cas échéant, de l'intermédiaire,
- si le certificat d'utilisateur final est délivré par les autorités du pays de destination des biens, son authenticité sera vérifiée par les autorités du pays exportateur qui contrôleront l'authenticité de la signature et vérifieront que le signataire est habilité à prendre des engagements au nom de ses autorités (2002).

3. Coordination entre États membres

La coordination au sein de l'Union européenne a été exemplaire dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères, qui a eu lieu à New York du 9 au 20 juillet 2001 puisque l'Union européenne a été le seul groupe d'États à présenter un plan d'action global.

L'UE a en outre été très en vue dans les réunions de comités préparatoires à la Conférence en n'hésitant pas à affirmer clairement et d'une seule voix, celle de la Présidence, ses ambitions en la matière. (2001)

Point 8 du dispositif

Chaque État membre de l'UE communiquera confidentiellement aux autres États membres de l'UE un rapport annuel concernant ses exportations de produits liés à la défense et sa mise en œuvre du code de conduite. Ces rapports feront l'objet d'un examen lors d'une réunion annuelle qui se tiendra dans le cadre de la PESC. La réunion permettra également de faire le bilan du fonctionnement du code, de définir les éventuelles améliorations à y apporter et de soumettre au Conseil un rapport de synthèse élaboré sur la base des contributions des États membres.

1. Harmonisation des rapports nationaux

Les États membres ont convenu que le rapport destiné au public contiendrait les données, ventilées par pays destinataire, relatives au nombre et à la valeur des licences accordées et à la valeur des exportations réelles (pour autant qu'elles soient disponibles). Dans ce rapport figureront également le nombre total de refus émis par chaque État membre et le nombre total de refus émis par tous les États membres pour chaque pays destinataire, ainsi que les critères invoqués pour motiver les refus et le nombre de fois où ils l'ont été (2002).

Point 9 du dispositif

Le cas échéant, les États membres de l'UE évalueront conjointement, dans le cadre de la PESC, la situation des destinataires potentiels ou effectifs des exportations d'armes en provenance des États membres de l'UE, à la lumière des principes et des critères du code de conduite.

1. Consultations au sein du groupe COARM

Tout cas d'exportation d'armements peut faire l'objet d'un débat au sein du groupe COARM si les délégations le souhaitent et si cela est jugé utile pour l'examen des demandes d'autorisation au niveau national (1999).

Les États membres continuent d'échanger des informations sur l'interprétation au niveau national des embargos décrétés par les Nations Unies, l'Union européenne ou l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe.

Les États membres se concertent également sur les politiques nationales de contrôle des exportations d'armements vers certains pays ou régions non soumis à embargo, mais faisant l'objet d'une vigilance particulière (existence d'un conflit interne ou externe, situation en matière de droits de l'homme, etc.) (2000).

2. Développement des échanges d'informations sur les politiques nationales de contrôle des exportations d'armements vers certains pays ou régions considérés comme devant faire l'objet d'une vigilance particulière

Un corpus important de refus, notifiés dans le cadre du mécanisme du code, constitue la base concrète de ces échanges. Ces échanges ont en outre été complétés par les échanges de vues et d'informations auxquels tous les États membres ont procédé de manière régulière et systématique au sein du groupe COARM au sujet de pays et régions spécifiques (2001).

Point 11 du dispositif

Les États membres de l'UE feront tout ce qui est en leur pouvoir pour encourager les autres États exportateurs d'armements à adhérer aux principes du code de conduite.

1. Pays tiers

Les pays non membres de l'UE qui ont déclaré qu'ils adhéraient aux principes et critères du code et qui participent désormais à la restructuration de l'industrie européenne de la défense pourront suivre l'évolution de l'interprétation des principes et critères du code, sans pour autant avoir accès aux informations communiquées dans le cadre des procédures visées dans le dispositif du code.

L'Union européenne et les États membres continuent à encourager les autres États exportateurs d'armements à adhérer aux principes du code (2001).

Le Code de conduite a été un thème central de toutes les consultations menées dans le cadre du dialogue politique avec des États non membres.

Des consultations sont en cours avec les États-Unis d'Amérique sur la façon d'assurer le suivi de la déclaration, faite en décembre 2000 par l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique, sur les responsabilités des États et la transparence dans le domaine des exportations d'armements (2002).

2. Participation de pays tiers

Les États membres sont convenus de partager de manière collective les informations sur les refus avec les pays associés et d'encourager ces pays à informer à leur tour les États membres de leurs refus. Ces informations seront transmises par l'intermédiaire de la présidence et comporteront les précisions suivantes: le pays de destination, une brève description des équipements et la classification des articles selon la liste commune des équipements militaires, la classification de l'utilisateur final (organisme public ou privé) et les motifs du refus (critères du Code de conduite de l'UE) (2002).

**Informations sur les exportations d'armes conventionnelles et sur la mise en œuvre
du Code de conduite par les États membres pour la période
allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2002**

La collecte d'informations statistiques varie d'un État membre à l'autre; aucune norme uniforme n'est utilisée. Aussi, en raison des procédures en vigueur en matière de contrôle des exportations d'armes ou de la législation relative à la protection des données, les États membres n'ont pas été en mesure de fournir tous les mêmes informations.

Les tableaux ci-après contiennent les informations suivantes:

TABLEAU A

- Ventilation par pays pour chaque État membre^{1 2}: (a) = nombre d'autorisations accordées, (b) = valeur des autorisations accordées, en euros (si les données sont disponibles), (c) = valeur des exportations d'armes, en euros (si les données sont disponibles) (Le total par région apparaît en caractères gras).

¹ Afin de rendre la lecture du tableau plus aisée, les valeurs nulles et/ou la mention "non disponible" ont été omises.

²

NB

- i) En ce qui concerne les exportations autrichiennes: sous (a), toutes les autorisations accordées par les autorités autrichiennes sont indiquées; sous (b), la valeur des autorisations accordées pour tous les matériels figurant dans la "Liste commune de matériels militaires couverts par le Code de conduite de l'UE pour les exportations d'armements" autres que le "matériel de guerre"; sous (c), valeur globale des exportations de "matériel de guerre".
- ii) En ce qui concerne les Pays-Bas, exportations vers les Pays-Bas: ces autorisations concernent des exportations, des Pays-Bas vers des pays tiers, d'éléments destinés à être intégrés dans des systèmes d'armement achetés par les forces armées néerlandaises dans ces pays. Leur destination finale était donc les Pays-Bas.
- iii) En ce qui concerne les exportations suédoises:
 - 1. La valeur (b+c), en couronnes suédoises, a été convertie en euros. Pour les montants exacts, se référer au rapport national de la Suède.
 - 2. Dans les cas où seulement 1 ou 2 autorisations (a) ont été accordées à un pays bénéficiaire, le tableau indique une valeur totale approximative.
- iv) En ce qui concerne les exportations françaises: si le montant total des autorisations accordées diffère de celui obtenu en additionnant les valeurs indiquées, cela est dû au fait que certaines autorisations ont été accordées pour des pays non membres des Nations Unies ou des territoires français d'outre-mer.
- v) En ce qui concerne les exportations du Royaume-Uni: certaines des autorisations accordées indiquent plus d'un pays de destination. De ce fait, le nombre total d'autorisations accordées et refusées est inférieur au nombre obtenu en additionnant les chiffres indiqués pour chaque pays ou région de destination.

- Total des exportations par État membre et total des exportations de l'UE pour chaque destination (a) = nombre d'autorisations accordées; (b) = valeur des autorisations accordées en euros; (c) = valeur des exportations d'armes en euros (si données disponibles); (d) = nombre d'autorisations refusées; (e) = numéros des critères sur lesquels se fondent les refus (le nombre approximatif de fois où chaque critère a été invoqué est indiqué entre parenthèses). Les différences entre le total général par région et le total général par État membre sont expliquées dans la note de bas de page 2 points iv) et v), qui pourrait aussi concerner plusieurs États membres.

TABLEAU B

- Nombre total de consultations engagées et nombre total de demandes de consultations reçues par État membre.

TABLEAU C

- Adresses Internet pour les rapports nationaux sur les exportations d'armes.

TABLE A¹

		Member States							
Regions Countries		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
North Africa	a	18	9			100	17	1	
	b	940159	1644245			1012136096	24242214	127000	
	c		102000						
Algeria	a	2	4			5	6		
	b	36454	336327			16373818	10531794		
Morocco	a	2	1			68	5	1	
	b	697600	200000			992954047	4547014	127000	
	c		102000						
Tunisia	a	14	4			27	6		
	b	206105	1107918			2808231	9163406		
Sub-Saharan Africa	a	63	18	1	3	149	246	1	6
	b	2725994	1905670	1055000	80598	189147834	26019293	138200	439038
	c		559000		59248				
Angola	a						1		
	b						44994		
Benin	a		1			1	1		
	b		610			15161	946		
Botswana	a	1	5			6	16		
	b		1371004			19914874	1536955		
Burkina Faso	a					1			
	b					91782			
Cameroon	a	2	2			17			
	b	3607	300643			1672835			
Chad	a					1			
	b					229126			

¹ This table exists in English only

Regions Countries		Member States							
		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
Congo (Republic of)	a					1			
	b					426157			
Congo (Dem. Republic of)	a		1				1		
	b		22841				2301		
Djibouti	a					3			
	b					599361			
Eritrea	a						1		
	b						110830		
Ethiopia	a	1				4	1		
	b	17520				5216123	1790		
Gabon	a	6				8	2		
	b	675032				20594009	740		
Ghana	a					1	4		
	b					32014	1016572		
Ivory Coast	a					5	1		
	b					1008625	883		
Kenya	a	2				1	4		1
	b	9090				841000	11550		48340
	c		114000						
Malawi	a					9	2		
	b					353213	2368		
Mali	a					1			
	b					20854			
Mauritania	a	4							
	b	4289							
Mauritius	a		1			6			
	b		8148			121758			
Namibia	a	6					28		
	b	149639					329498		
Nigeria	a	1	1			1	5		1

		Member States							
Regions Countries		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
	b	660000	65672			63006	1675910		357000
	c		365000						
Senegal	a					4	1		
	b					92906	3190		
South Africa	a	32	7	1	3	72	110	1	2
	b	1104610	136752	1055000	80598	137372405	21220637	138200	2000
	c		53000		59248				
Tanzania	a	7				1	48		
	b	84207				18964	14059		
	c		27000						
Togo	a					4			
	b					296441			
Zambia	a	1					19		2
	b	18000					45270		31698
Zimbabwe	a					2	1		
	b					167220	800		
North America	a	76		41	10	344	1208	12	15
	b	166919469		48966000	2066051	324763027	715401854	19986200	2795865
	c				1660246				
Canada	a	12	49	2	4	61	272		1
	b	2119658	140256121	537000	1077500	17502403	30091278		9135
	c		117446000		13635				
United States	a	64	142	39	6	283	936	12	14
	b	164799811	218339411	48429000	988551	307260624	685310576	19986200	2786730
	c		11898000		1646611				
Central America and the Carribean	a	34			1	39	29		
	b	1142713			169004	35054738	1699679		
	c				0				
Barbados	a	3					1		
	b	26138					488		

Regions Countries		Member States						
		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece
Belize	a	1					1	
	b	9208					2156	
Costa Rica	a	3					5	
	b	36460					5450	
Cuba	a	2						
	b	25254						
Dominican Republic	a	4	6					
	b	477812	2427770					
	c		165000					
El Salvador	a	1	5			1	1	
	b	6537	435654			125184	1200	
Guatemala	a	2						
	b	34860						
Haiti	a						1	
	b						225650	
Honduras	a	1					1	
	b	18249					1005	
Jamaica	a	3	4				1	
	b	21399	168639				892	
Mexico	a	3	8		1	38	10	
	b	183394	7062403		169004	34929554	1433958	
	c		4038000		0			
Nicaragua	a	1						
	b	27381						
Panama	a	4						
	b	221316						
	c		28000					
Saint Lucia	a	3						
	b	47448						
Trinidad and Tobago	a	3	1				8	
	b	7257	47984				28880	

		Member States							
Regions Countries		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
South America	a	87	61		1	284	162	2	1
	b	8422140	39846794		14232	267267281	56408212	860500	4920
	c		24329000		19476				
Argentina	a	9	2			25	15		
	b	365502	25640			6959160	7342593		
	c		109000						
Bolivia	a	2					8		
	b	11062					6824		
Brazil	a	21	24			93	48	1	
	b	561416	7129638			192336866	23780355	396100	
	c		3343000						
Chile	a	15	23		1	94	74		
	b	106215	2013141		14232	19580436	18608428		
	c		653000		19476				
Colombia	a	1				15	2	1	1
	b	25428				2610878	3000000	464400	4920
Ecuador	a	16	5			34	5		
	b	67853	85463			14276603	441376		
	c		138000						
Paraguay	a	1							
	b	1545							
Peru	a	8	1			6	3		
	b	83185	3579			1086739	2035464		
	c		4000						
Suriname	a	1					1		
	b	6251					477245		
	c		290000						
Uruguay	a	2					3		
	b	8452					513642		
Venezuela	a	11	6			17	3		
	b	7185231	20446882			30416599	202285		

		Member States							
Regions Countries		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
	c		19792000						
Central Asia	a	3				14	54		
	b	289864				23029456	1069830		
	c								
Kazakhstan	a	2				10	51		
	b	289300				16633540	1062824		
Kyrgyzstan	a						1		
	b						2850		
Turkmenistan	a						2		
	b						4156		
Uzbekistan	a	1				4			
	b	564				6395916			
North East Asia	a	33	14	6	5	251	350		1
	b	2346614	16300929	2154000	265635	355313143	113270109		465290
	c		3269000		65179				
China (Mainland)	a	3				73	1		
	b	2025925				105431246	10		
China (Hong Kong)	a	12					6		
	b	63948					35394		
China (Macao)	a	4							
	b	30975							
Korea (Democratic Republic of)	a	5	4	3	2	96	148		
	b	143918	3929126	625000	54244	215581835	83521584		
	c				54244				
Japan	a	2	7	3	3	82	153		
	b	10475	3776963	1529000	211391	34300062	13022441		
	c				10935				
Mongolia	a						8		
	b						27541		
Taiwan	a	7	3				34		1

		Member States							
Regions Countries		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
	b	71373	8594840				16663139		465290
	c		3269000						
South East Asia	a	160	49	5	4	266	351	8	5
	b	7228771	62208669	4000	357957	176742103	125987050	1501500	12458291
	c		7175000		1202978				
Brunei	a	4	15			30	5		
	b	209324	791476			14884105	313168		
	c		4458000						
East Timor	a	1	1						
	b	1985	187591						
Indonesia	a	2		1		19	4		
	b	2323		2000		37150042	225444		
Laos	a						1		
	b						812		
Malaysia	a	21	8		1	77	39		
	b	237088	5283033		247968	37661084	23048778		
	c		1096000		0				
Philippines	a	12	5			5	4	1	
	b	317645	4787019			1533265	383785	1023000	
	c		33000						
Singapore	a	24	9	4	0	109	135		4
	b	5202863	50424050	2000	0	76634092	96136733		12432521
	c		168000		1101221				
Thailand	a	96	11		3	19	162	7	
	b	1257543	735500		109989	8621011	5112114	478400	
	c		1420000		101757				
Vietnam	a					7	1		1
	b					258504	766216		25770
South Asia	a	48	11	1		788	148		
	b	882427	58707733	22000		610959730	108648740		
	c		6667000						

		Member States							
Regions Countries		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
Afghanistan	a		1	1			4		
	b		8600	22000			1102858		
Bangladesh	a	1					52		
	b	40149					721558		
Bhutan	a	1							
	b	303							
India	a	44	6			519	87		
	b	841824	21911606			369205640	106084562		
	c		4501000						
Maldives	a		1				1		
	b		40477				32380		
	c		38000						
Nepal	a	1	1			2	2		
	b		25937400			97737	482365		
	c		2128000						
Pakistan	a	1	2			267	1		
	b	151	10909650			241656353	225000		
Sri Lanka	a						1		
	b						17		
European Union	a	68	416	68	64	1841	4071	18	17
	b	7701	366386449	34306000	46282500	1869726162	1363607879	9427600	10183575
	c		28418000		42009369				
Austria	a		13		3	32	320	1	
	b		5275448		347684	6339139	16972803	150700	
	c		1613000		171021				
Belgium	a	9		2	2	136	261	1	
	b			3394000	202500	68262996	51099079	3749000	
	c				10844				
Denmark	a		9		2	39	147		
	b		4148349		202500	44495931	95245945		
	c		220000		4446				

Regions Countries		Member States							
		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
Denmark (Greenland)	a						9		
	b						29335		
Finland	a	3	4	1		50	87		1
	b		667779	154000		29313486	43109288		93588
	c		4000						
France	a	7	82	8	5		477	2	1
	b		114698922	2929000	288268		105459621	60000	2290
	c		1743000		50160				
France (New Caledonia)	a	3					9		
	b	1040					30432		
Germany	a	9	137	22	6	228		10	4
	b		167796364	4445000	1502615	177311822		5315800	4566550
	c		1914000		1272180				
Greece	a	6	11	4	4	241	150		2
	b		43770551	1129000	255053	519028465	266202434		3244500
	c		1587000		158234				
Ireland	a	2	1	1	4	15	23		
	b		182683	54000	278371	4922525	3231193		
	c		186000		69878				
Italy	a	6	24	1	9	205	526	1	
	b		4451339	761000	3267897	201568121	78591950	114600	
	c		2488000		988112				
Luxembourg	a	5			2	4	59		
	b				202500	68044	6838338		
	c		904000		29481				
Netherlands	a	7		5	5	79	539		
	b			6240000	271762	44010812	219665094		
	c		3760000		23647				
Netherlands (Netherlands Antilles)	a	1					1		
	b	6661					23420		

Regions Countries		Member States							
		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
Portugal	a	1	4			3	88	35	1
	b		3649752			209005	83661724	7738263	9000
	c		1301000			6505			
Spain	a	3	22	2	4	224	465		
	b		1486515	146000	365576	238588335	232291839		
	c		547000		16142				
Sweden	a	2	42	8	10	118	270		4
	b		4207722	2596000	38589756	49790925	109050097		1708297
	c		3545000		39133978				
United Kingdom	a	4	68	14	5	382	693		2
	b		16051025	12468000	299013	402363837	128028748	8500	568350
	c		8606000		74741				
Other European countries	a	842	91	38	56	482	3725	8	12
	b	32116708	18549123	25659000	8130926	807064406	358090729	17647500	3984650
	c		5706000		3363940				
Albania	a	2							
	b	75596							
Andorra	a	2	1				29		
	b	13285	19153				304877		
Armenia	a	1							
	b	8779							
Azerbaijan	a	2	1				1		1
	b	31897	0				256812		21200
Belarus	a	8				1	28		
	b	11838				3082	361629		
Bosnia and Herzegovina	a	6					1		
	b	603645					15750		
Bulgaria	a	34			2	3	31		
	b	3507289			24208	48680	511977		
	c				7320				

Regions Countries		Member States							
		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
Croatia	a	50				4	24		1
	b	3796840				1248670	687708		11100
Cyprus	a	3	4			48	2	7	
	b	2120	90815			111319525	2399	17528900	
	c		68000						
Czech Republic	a	56	7		9	47	382		
	b	2942842	707862		3240053	13831534	8932178		
	c		37000		353728				
Estonia	a	7		1	4		39		
	b	86375		12000	444420		851922		
	c		37000		48920				
Georgia	a	28	1				1		
	b	25086	1191				15000		
Holy See	a						1		
	b						1500000		
Hungary	a	28	1		2	14	152		
	b	855766	196000		202500	7512210	9531678		
Iceland	a	4	1		3		27		
	b	24506	500		215500		33675		
	c				4400				
Latvia	a	16			5	1	68		
	b	633520			257716	92020	2092388		
	c				44349				
Liechtenstein	a				1		11		
	b				202500		83034		
Lithuania	a	11		2	6	4	73		
	b	549742		8613000	327838	1481702	25681410		
	c		3000		89991				
Former Yugoslav Republic of Macedonia	a	9					1		1
	b	133969					4200		22250

Regions Countries		Member States						
		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece
Malta	a					5	1	
	b					140210	5710	
	c		41000					
Moldavia	a	3					1	
	b	247160					587	
Norway	a	12	32	27	5	72	396	
	b	3823092	7935602	15368000	1294284	120188198	30034055	
	c		1562000		25597			
Poland	a	29	3		4	47	274	
	b	468672	1755935		621568	88812833	49949818	
	c				98782			
Romania	a	66	1			19	123	
	b	314474	6125			5007578	1121985	
Russian Federation	a	134				16	258	
	b	2657424				6419070	7718091	
Slovakia	a	76	1	1	4	6	122	
	b	2160298	120	47000	254800	1043541	2476414	
	c				458505			
Slovenia	a	117	4	3	4	6	132	
	b	4284167	2015175	725000	393655	545261	12786431	
	c		35000		1748511			
San Marino	a	3					25	
	b	3416					41904	
Switzerland	a	60	18	3	7	130	1140	6
	b	3355547	2333351	444000	651884	178949243	77310365	620100
	c		639000		483837			
Turkey	a	27	16	1		54	272	2
	b	651969	3443294	450000		269907351	123999861	3304000
	c		3284000					
Ukraine	a	6				3	102	
	b	31598				483698	1589252	

		Member States							
Regions Countries		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
Serbia and Montenegro	a	42				2	8	1	1
	b	815796				30000	189619	118500	6000
Middle East	a	170	92	1	8	1080	648	12	10
	b	9819860	201673795	3000	1784718	5314753534	243443773	2568500	1353950
	c		75350000		5435532				
Bahrain	a		3		1	19	3		
	b		3470		875088	5798114	5739		
Egypt	a	38	7	1	0	168	114		
	b	470400	16528977	3000	0	101461442	12583495		
	c		112000		4418263				
Iran	a	4				11			1
	b	338081				14640516			2985
Iraq	a								1
	b								926500
Israel	a	5	17			198	157	7	
	b	4286315	13641937			32712931	159988679	1271500	
Jordan	a	8	9		1	38	4	1	
	b	90483	708792		126630	5965324	156313	140000	
	c		512000		126930				
Kuwait	a	14	6		1	51	26	1	
	b	129232	1465280		9166	34235725	1691225	663000	
	c		485000		0				
Lebanon	a	4	7			1		2	8
	b	258592	1265397			195456		374000	424465
	c		468000						
Oman	a	51	12			54	187		
	b	165844	276081			138409457	2175008		
	c		998000						
Palestinian controlled territories	a						1		
	b						238622		

		Member States							
Regions Countries		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
Qatar	a	14	2			110	13		
	b	60350	21319			54541021	398643		
	c		1096000						
Saudi Arabia	a	4	11		2	132	59		
	b	2632805	155341131		756975	1927234021	26522870		
	c		43927000		883139				
Syria	a	2				2	2		1
	b	284975				799933	9649		120000
United Arab Emirates	a	22	18		3	294	80		
	b	1099701	12421411		16859	2995110611	39653087		
	c		27752000		7200				
Yemen	a	4				2	2		
	b	3082				3648983	20443		
Oceania	a	58	36	3	4	82	308		6
	b	987426	19964361	1299000	255600	100652651	119751944		4209020
	c		9816000		157191				
Australia	a	36	29	3	3	76	231		3
	b	947364	16638773	1299000	255600	99444362	116493085		1931120
	c		4773000		19887				
New Zealand	a	17	7		1	6	75		3
	b	15646	3325588		N/A	1208289	3258284		2277900
	c		5043000		137304				
Palau	a	2							
	b	1733							
Papua New Guinea	a	3					2		
	b	22683					575		
TOTALS PER MEMBER STATE	a	1660	1013	164	156	5720	11317	62	73
	b	233829846	1145839299	113468000	59407221	11376868173	3257641306	52257000	35894599
	c	43753618	294966000		53973159				
	d	5	15		14	91	65		3

		Member States							
Regions Countries		Austria	Belgium	Denmark	Finland	France	Germany	Greece	Ireland
	e	1a, 3, 4, 7	2,3,4,7		2(3)3(9)4(1)7(6)		1(3) 2(12) 3(17) 4(17) 7(33) 8(1)	2, 3	

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
North Africa	a	11		4	7	7	1	95	270
	b	20900225				5997830	100000	3618568	1069706337
	c	15192755		110000	8620	6647950	200000	508800	22770125
									19
									1(2) 2(4) 3(2) 4(2) 7(1)
Algeria	a	4						25	46
	b	17703251						1669500	46651144
	c	14993411							14993411
	d								13
	e								2(4) 3(7) 4(7) (7)
Libya	a							5	5
	b							332068	332068
	c								
	d								5
	e								1(5)
Morocco	a	5		4	6	7		28	127
	b	2200109				5997830		32595000	1039318600
	c	183193		110000	8398	6647950		508800	7560341
	d								1
	e								3(1) 4(1)
Tunisia	a	2			1		1	37	92
	b	996865					100000	1590000	15972525
	c	16151			222		200000		216373
Sub-Saharan Africa	a	4	2	14	7	15	5	622	1156
	b	1628552	890			2538050	150000	72667662	298496781
	c	1313336	890	530000	216633	1176550	39000000	7520098	50375755

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	d								39
	e								1(4) 2(5) 3(7) 4(7) 7(14)
Angola	a			1		6		29	37
	b					1602610		14000000	15647604
	c			400000		1161200			1561200
	d								1
	e								3(1) 6(1)
Benin	a							2	5
	b								16717
	c							30000	30000
	d								1
	e								7 (1)
Botswana	a			1	1			35	65
	b							1000000	23822833
	c			10000	46111			360000	416111
Burkina Faso	a							1	2
	b								91782
	c								
	d								4
	e								1(1) 7(3)
Burundi	d								2
	e								4(2)
Cameroon	a							10	31
	b								1977085
	d								1
	e								2 (1)
Cape Verde	a							1	1
Chad	a					5		3	9

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	b								229126
	c				169373			10000	179373
Congo (Republic of)	a							4	5
	b								426157
	c								
Congo (Dem. Republic of)	a							8	10
	b							1160	26302
	d								3
	e								1(3)
Djibouti	a							2	5
	b								599361
	c								
	d								1
	e								7(1) 8(1)
Equatorial Guinea	a							6	6
	b							1000000	1000000
Eritrea	a			1				12	14
	b							1500000	1610830
	c			60000					60000
	d								2
	e								4 (2)
Ethiopia	a							13	19
	b							105994	5341427
Gabon	a		2					17	35
	b		890					500000	21770671
	c		890						890
Ghana	a	1				4		28	38
	b					688050		62491	1799127
	c	19775				15350		1600000	1635125

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	d								3
	e								1(3)
Guinea	a							5	5
Guinea-Bissau	a							1	1
Ivory Coast	a							14	20
	b							850	1010358
	c								
	d								6
	e								3(1) 7(5)
Kenya	a			2		1		54	65
	b					229950		1000000	2139930
	c			10000				600000	724000
	d								2
	e								7(2)
Lesotho	a							2	2
Madagascar	a							2	2
	d								1
	e								3(1)
Malawi	a							3	14
	b							2700	358281
Mali	a							2	3
	b								20854
Mauritania	a							4	8
	b								4289
	c	15772							15772
Mauritius	a							18	25
	b							1500000	1629906
	c							30000	30000
Mozambique	a							5	5
	b							20097	20097
Namibia	a					2		13	49

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	b					17440		86221	582798
	d								3
	e								7(3)
Niger	a							3	3
Nigeria	a							41	50
	b							7000000	98211588
	c							10000	375000
	d								4
	e								2(1) 3(2) 4(3)
Senegal	a							6	11
	b							136620	232716
	d								1
	e								3(1) 4(1)
Seychelles	a							2	2
Sierra Leone	a							3	3
	b							21750	21750
	d								2
	e								1(2)
Somalia	a							4	4
	b							15285	15285
South Africa	a	3		9	1	2	5	232	480
	b	1628552					150000	45500000	208388754
	c	1189217		40000	1149		39000000	4870000	45212614
	d								3
	e								2(1) 4 (1) 7(2)
Sudan	a							6	6
	b							3545	3545
	d								2
	e								1(2)
Swaziland	a							1	1
Tanzania	a							20	76

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	b							67254	184484
	c								27000
Togo	a							3	7
	b								296441
	d								1
	e								2(1) 3(1)
Uganda	a							3	3
	b							43600	43600
Zambia	a							4	26
	b							100000	194968
	c	88572						10000	98572
	d								1
	e								4(1)
Zimbabwe	a								3
	b								168020
	d								3
	e								1(2) 3(1)
North America	a	69		108	7	74		1715	3679
	b	36930961				27867200		438045000	1783741627
	c	35456653		146610000	1140622	14300460		345014100	544182081
	d								3
	e								2(3) 3(3) 4(1) 6(1)
Canada	a	13				3	11	305	733
	b	1262879				731770	2500000	30210000	226297744
	c	5594883				753820	1600000	87084300	212492638
United States	a	56	1		7	71	66	1410	3107
	b	35668082	145			27135430	59000000	407835000	1977539560
	c	29861770	145		1140622	13546640	50000000	257929800	366023588
	d							3	3
	e							2(3) 3(3) 4(1) 6(1)	2(3) 3(3) 4(1) 6(1)

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
Central America and the Carribean	a	2				283		199	587
	b	4011498				1241510		46284289	89603431
	c	2455505				797340		111300	3364145
	d								29
	e								2(6) 3(8) 4(2) 7(24)
Antigua and Barbuda	a							2	2
	b							1137	1137
Bahamas	a							14	14
	b							17490000	17490000
Barbados	a							18	22
	b							795000	821626
Belize	a							5	7
	b								11364
	c							79500	79500
	d								3
	e								7(3)
Costa Rica	a					5		8	21
	b					95410			137320
	c					137960			137960
	d								7
	e								3(1) 7(5) 8(1)
Cuba	a					3		5	10
	b					22700		18368	66322

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	c					22780			22780
Dominican Republic	a					4		8	22
	b					326340			3231922
	c	2436439							2601439
	d								5
	e								2(1) 7(4)
El Salvador	a					5		7	20
	b					460730		34980	1064285
	d								5
	e								3(4) 4(1) 7(5)
Grenada	a							1	1
Guatemala	a							7	9
	b								34860
	d								2
	e								3(1) 4(1) 7(2)
Haiti	a							3	4
	b								225650
	d								3
	e								2(2) 3(1)
Honduras	a							9	11
	b							21724	40978
	d								3
	e								2(3) 7(3)
Jamaica	a							17	25
	b							189256	380186
	d								1
	e								7(1)
Mexico	a	2				4	11	57	134
	b	4011498				318300	53000000	1590000	102698111
	c	19066				636600	28000000	15900	32709566

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
Nicaragua	a							6	7
	b								27381
	d								1
	e								2 (1) 7(1)
Panama	a					2		8	14
	b				18030			97197	336543
	c								28000
Saint Kitts and Nevis	a							1	1
Saint Lucia	a							1	4
	b								47448
Saint Vincent and Grenadines	a							2	2
	b							127200	127200
Trinidad and Tobago	a							20	32
	b							23906	108027
	c							15900	15900
	d								2
	e								2(2)
South America	a	36	3	9	2	44	15	477	1184
	b	37118610	15166			14272760	16630000	25895522	466756137
	c	6931342	15166	920000	213286	7965240	7000000	6916500	54310010
	d	13			1	2		2	27
	e				3(1) 7(1)	7(1) 8(1)		2(2) 3(2)	2(2) 3(16) 7(15) 8(2)
Argentina	a	2		3		4		38	98
	b	585243				536440		2385000	18199578
	c	753063		10000		9230		270300	1151593
Bolivia	a		3					11	24
	b		15166						33052
	c		15166						15166

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	d								1
	e								3(1)
Brazil	a	13		1		4	6	176	387
	b	9804831				1786110	4600000	18285000	258680316
	c	79768		390000		1778610	4000000	5517300	15108678
Chile	a	4		4		7	7	77	306
	b	84012				1457260	3350000	795000	46008724
	c	79768		510000		3430	3000000	333900	4599574
Colombia	a				1	6		32	59
	b					5535160		302553	11943339
	c				32842	438300		31800	502942
	d								10
	e								2(2) 3(9) 7(1)
Ecuador	a	8				2		27	97
	b	66030				4870		795000	15737195
	c	208136						95400	441536
	d								3
	e								2(1) 7(2)
Guyana	a							7	7
	b							25279	25279
	c							95400	95400
Paraguay	a					2		12	15
	b					0			1545
Peru	a	2		1		4		27	52
	b	3753				730830		127690	4071240
	c	97430		10000		199			111629
	d								1
	e								3(1) 7(1)
Suriname	a							3	5
	b								483496
	c								290000

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
Uruguay	a				1	3		28	37
	b					23740		795000	1340834
	c				180444	2108600		572400	2861444
Venezuela	a	7				12	2	39	97
	b	26574741				4198350	8680000	2385000	100089088
	c	5713177				3625080			29130257
	d								12
	e								2(1) 3(3) 7(11) 8(1)
Central Asia	a							44	115
	b							7167720	31556870
	d								2
	e								4(1) 7(1)
Kazakhstan	a							28	91
	b							7155000	25140664
	d								2
	e								4(1) 7(1)
Kyrgyzstan	a								1
	b								2850
Tajikistan	a							2	2
Turkmenistan	a							9	11
	b							12720	16876
Uzbekistan	a							5	10
	b								6396480
North East Asia	a	23		25		1	22	1037	1768
	b	30092795		46350000		25800	2000000	324388426	892972741
	c	88960352					210000	34693800	127198331
	d	3					1	6	26
	e								1(6) 2(3) 4(9) 5(1) 6(1) 7(5) 8(4)
China (Mainland)	a	7						203	287
	b	22836976						79500000	209794157

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	c	40533731						31800	40565531
	d								17
	e								1(6) 2(3) 4(9) 5(1) 7(2) 8(4)
China (Hong Kong)	a					1		109	128
	b					25800		3975000	4100142
	c							79500	79500
China (Macao)	a							12	16
	b							28426	59401
	d								4
	e								6(1) 7(3)
Korea (Democratic Republic of)	a	6		11				371	646
	b	1225964						96990000	402071671
	c	40553731		7960000			10000	27713700	76291675
	d								2
	e								1(1) 4(1)
Japan	a	5		1			22	198	476
	b	1353546					2000000	85065000	141268878
	c	740820		20000			200000	5883000	6854755
Mongolia	a								8
	b								27541
Taiwan	a	5		13				144	207
	b	4676309						58830000	89300951
	c	7132070		38370000				985800	49756870
	d								3
	e								1(1) 4(2)
South East Asia	a	65		14		21	33	1014	1995

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	b	77960930				4138330	40460000	235717500	744765101
	c	55112291		8360000		2894390	52400000	33040200	160184859
	d								23
	e								1(1) 2(4) 3(11) 4(2) 5(1) 7(8) 8(1)
Brunei	a	2		1			1	88	146
	b	549255					100000	8745000	25592328
	c	534595		10000				938100	5940695
Cambodia	a							8	8
	b							10504	10504
	d								1
	e								7(1)
East Timor	a							1	3
	b							8535	198111
Indonesia	a			1		2	1	199	229
	b					726390	100000	65190000	103396199
	c			960000		725040	100000	3386700	5171740
	d								12
	e								2(4) 3(11) 7(3)
Laos	a							3	4
	b								812
Malaysia	a	24		6		10	5	214	405
	b	27338442				1871060	2860000	107325000	205672453
	c	42023477		4520000		1787650	3000000	20256600	72683727
Myanmar	d								1
	e								1(1)
Philippines	a	2				3		39	71
	b	70093				1521580		192794	9829181
	c	522635				207210		492900	1255745

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	d								5
	e								3(3) 7(4)
Singapore	a	26		1		1	20	307	640
	b	46047952				2220	33000000	38160000	358042431
	c	9997835		530000			45500000	6201000	63498056
	d								1
	e								5 (1)
Thailand	a	11		5		5	6	128	453
	b	3955188				17080	4400000	11925000	36611825
	c	2033749		2320000		174500	2500000	1764900	10314906
	d								1
	e								7(1)
Vietnam	a							27	36
	b							3180000	4230490
	c						1300000		1300000
	d								4
	e								2(1) 4(3) 5(1) 8(1)
South Asia	a	43		3	3	2	12	1279	2338
	b	41864573				3670700	37590000	234736833	1097082736
	c	25990823		620000	222	3389810	840000	111045600	148553455
	d								63
	e								1(2) 2(11) 3(6) 4(23) 5(4) 6(4) 7(11) 8(1)
Afghanistan	a							8	14
	b							795000	1928458
Bangladesh	a	2		1				40	96
	b	810475						14310000	15882182
	c	810475		520000				588300	1918775
	d								1
	e								3(1)
Bhutan	a							2	3

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	b							17490	17793
India	a	30		2		1	9	959	1657
	b	37461745				3608620	32000000	187620000	758733997
	c	7614090		100000		3389810	700000	109678200	125983100
	d								20
	e								1(2) 2(1) 3(1) 4(16) 5(2) 7(5)
Maldives	a							7	9
	b							232504	305361
	c								38000
Nepal	a							13	19
	b							795000	27312502
	c							174900	2302900
	d								6
	e								2(2) 3(6)
Pakistan	a	11					3	203	488
	b	3592353					5590000	23850000	285823507
	c	17566258					140000	477000	18183258
	d								30
	e								1(1) 2(1) 4(26) 5(2) 7(8) 8 (3)
Sri Lanka	a				3	1		47	52
	b					62080		2385000	2447097
	c				222			127200	127422
	d								9
	e								2(8) 3(1) 6(4)
European Union	a	217	6	687	25	301	229	3531	11559
	b	378012981	29054			443980060	380450000	742930521	5645330483
	c	159409378	29054	186090000	3474188	229413860	117700000	501215700	1267759549
Austria	a	5		14		2	16	109	515

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	b	1124575				810	14000000	3180000	47391159
	c	19046493		1030000			5500000	1415100	28775614
Belgium	a	25			9	17	9	194	665
	b	2069563				3076500	3700000	6360000	141913638
	c	3725034			3211067	1184320	1550000	4992600	14673865
Denmark	a	8		13		33000	17	196	33431
	b	3620188					5500000	4770000	157982913
	c	14224992		870000			9500000	10319100	35138538
Denmark (Greenland)	a							7	16
	b							397500	426835
Denmark (Faroes)	a							11	11
Finland	a	3		15		1	38	151	354
	b	358699				290	256000000	8745000	338442130
	c	5336		550000			8700000	13292400	22551736
France	a	18		79	6	76	14	535	1310
	b	66564953				61033100	4650000	270300000	625986154
	c	18274988		21890000	120491	5581280	52000000	61771500	161431419
France (New Caledonia)	a							2	14
	b								31472
	c						10000		10000
Germany	a	33	3	414	3	65	68	465	1467
	b	28439624	400			124241100	80600000	128790000	723009275
	c	23020090	400	75360000	81273	61507470	23600000	203154300	389909713
Greece	a	34		35	2	10	8	171	678
	b	15714139				16934720	10000000	57240000	933518862
	c	22785853		46780000	6838	4199320	300000	143100	75960345
Ireland	a	2		2	1		4	190	245
	b	91782					700000	6360000	15820554
	c			1130000	10400		1000000	763200	3159478

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
Italy	a		1	8	3	57	11	412	1264
	b		12192			90933900	600000	49290000	429590999
	c		12192	4990000	21111	71639500	1300000	156567300	238006215
Luxembourg	a	3				12	2	134	221
	b	201669				0	500000	795000	8605551
	c	1416243				244750		1160700	3755174
Netherlands	a	8		4		4	12	256	919
	b	1278369				2529030	1000000	96990000	371985067
	c	5277235		18100000		473660	5500000	9158400	42292942
	d								
	e								
Netherlands (Netherlands Antilles)	a							5	7
	b							3021	33102
Portugal	a	5	2	4		1	3	154	301
	b	1105989	100			208160	100000	1590000	98271993
	c	427903	100	470000			40000	9269700	11515208
Spain	a	46		17			10	276	1069
	b	246250146					100000	31800000	751028411
	c	18229459		1030000			1300000	13960200	35082801
Sweden	a	5		15		1		263	738
	b	960900				0		76320000	283223697
	c	5673365		2700000				15248100	66300443
United Kingdom	a	22		66	1	55	17		1334
	b	10232385				145022450	3000000		718042308
	c	27302387		11190000	23008	84550540	7400000		139146676
Other European countries	a	64	4	54	11	43	102	1288	6820
	b	98600364	12731			7260590	17130000	258970326	1653217054
	c	55631098	12731	29140000	938608	674930	58583000	121428300	275478607

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	d	18							62
	e								2(3) 3(9) 4(7) 5(1) 6(2) 7(38)
Albania	a							11	13
	b							74542	150138
Andorra	a					16		4	52
	b					64310			401625
	c					34430			34430
	d								3
	e								7(3)
Armenia	a							5	6
	b								8779
Azerbaijan	a							18	23
	b							33977	343886
	d								1
	e								3(1)
Belarus	a							8	45
	b							233730	610279
	c								
	d								5
	e								2(1) 3(1) 7(4)
Bosnia and Herzegovina	a							9	16
	b							58121	677516
	d								2
	e								1(2)
Bulgaria	a			1		2		27	100
	b					514590		2385000	6991744
	c			440000			3000		450320
	d								13
	e								7(13)

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
Croatia	a			2				25	106
	b							2385000	8129318
	c			140000			250000	15900	405900
	d								1
	e								4(1)
Cyprus	a	1						65	130
	b	15615						795000	129754374
	c							47700	115700
	d								3
	e								3(3)
Czech Republic	a	2		2		1	11	83	600
	b	49376339				3000	850000	6360000	86243808
	c	7942232		10000			300000	1574100	10217060
Estonia	a						3	23	77
	b						50000	2385000	3829717
	c						400000	15900	501820
Georgia	a							10	40
	b							5098	46375
	d								3
	e								2(1) 3(3) 4(1) 7(2)
Holy See	a								1
	b								1500000
Hungary	a	1		1			5	37	241
	b	26978					80000	3975000	22380132
	c			10000			90000	31800	131800
Iceland	a						3	37	75
	b						50000	182739	506920
	c						10000	95400	109800
Latvia	a						3	19	112
	b						1000000	795000	4870644
	c								44349

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	d								8
	e								7(8)
Liechtenstein	a							5	17
	b								285534
Lithuania	a							24	120
	b							795000	37448692
	c						20000	1287900	1400891
Former Yugoslav Republic of Macedonia	a							4	15
	b								160419
	d								2
	e								3(2) 7(1)
Malta	a	1						27	34
	b	212400						7155000	7513320
	c							47700	88700
Moldavia	a					1		4	9
	b					63980		919	312646
	c					63980			63980
Monaco	a							6	6
Norway	a	3		13	10	11	38	196	802
	b	3036350				3551070	7000000	13515000	205745651
	c			1050000	741138	500100	18000000	27968100	49846935
Poland	a	6	1	1				68	433
	b	15129915	397					9540000	166279138
	c	2496052	397	10000			30000		2635231
Romania	a	6		2				2	51
	b	6082419					100000	5565000	18197581
	c	6873460		10000			5000		6888460
	d								1

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	e								7(1)
Russian Federation	a						8	72	488
	b						600000	55650000	73044585
	c						100000	15900	115900
	d								11
	e								2(1) 3(4) 4(1) 6(1) 7 (6)
Slovakia	a			1			2	40	253
	b						100000	2385000	8467173
	c			30000			10000	63600	562105
Slovenia	a	2						33	301
	b	200785						2385000	23335474
San Marino	a							5	33
	b							6201	51521
Switzerland	a	14	3	15		7	24	165	1592
	b	4113457	12134			71600	7000000	96195000	371056681
	c	19182668	12134	5610000		20210	39000000	34328100	99275949
	d								1
	e								5(1) 7 (1)
Turkey	a	28		16	1	5	3	182	607
	b	20406106				2992040	300000	43725000	469179621
	c	19136686		21830000	197470	56210	300000	55888500	100692866
Ukraine	a							25	136
	b							2385000	4489548
	d								8
	e								4(1) 7(7)
Serbia and Montenegro	a								54
	b								1159915
	d								8

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	e								3(1) 4(3) 5(4) 6(1) 7(2) 8(1)
Middle East	a	69		32		43	11	1343	3518
	b	138845164				55304700	14700000	441055055	6425306051
	c	23772246		31010000		7442670	2850000	184800000	330660448
	d								95
	e								2(44) 3(55) 4(25) 5(2) 6(14) 7(6)
Bahrain	a	6		4			1	69	106
	b	242460					100000	3000000	10024871
	c	1569474		240000			20000	210000	2039474
Egypt	a	11		1		5	1	116	462
	b	5578461				4117010	100000	27500000	168342785
	c	1705741		10000		1504890		5090000	12840894
	d								8
	e								1(1) 2(3) 4(2) 5(1)
Iran	a					5		78	99
	b					23946000		11000000	49927582
	c					350			350
	d								8
	e								1(1) 3(1) 4(7) 6(3)
Iraq	a							11	12
	b							2000000	2926500
Israel	a	4				13		188	589
	b	8455				2530860		10000000	224440677
	c	928795				1597100		2170000	4695895
	d								66
	e								2(41) 3(57) 4(18) 6(16) 7(4)
Jordan	a	2				2		100	165

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	b	72410				760		17500000	24760712
	c					483870		38340000	39462800
	d								3
	e								4(3) 7(1)
Kuwait	a	10		2		4	5	94	214
	b	82925878				1832940	500000	14500000	137952446
	c	183193		2170000		1850760		10640000	15328953
Lebanon	a					1		25	48
	b					64120		1000000	3582030
	c								468000
	d	1							3
	e	3							3(1) 4(1) 7(1)
Oman	a	16		3				151	474
	b	7746615						304000000	452773005
	c	528709		2580000			30000	46040000	50176709
Palestinian controlled territories	a								1
	b								238622
	c								
	d								
	e								
Qatar	a	3		13		5		84	244
	b	315673				375610		3000000	58712616
	c	17323		1580000		25600		3160000	5878923
Saudi Arabia	a	8		1				141	358
	b	29114187						29000000	2170601989
	c	33011		20980000			100000	6356000	129573150
Syria	a	1						11	19
	b	12563915						3541	13813923
	c	18806000							18806000

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
	d								9
	e								3(2) 4(8) 5(2) 6(2)
United Arab Emirates	a	8		6		8	4	265	708
	b	277110				22437400	14000000	18500000	3103516179
	c			339.000.000		1980100	2700000	15500000	386939300
	d								1
	e								4(1)
Yemen	a			2				10	20
	b							31170	3703678
	c			150000					150000
	d								1
	e								5(1)
Oceania	a	19		4	1	1	30	472	1024
	b	3658896				12600	15400000	28735073	294926571
	c	1024486		190000	86633	6600	13400000	37539900	62220810
Australia	a	16		3		1	25	275	701
	b	3583376				12600	15000000	25440000	281045280
	c	863184		180000		6600	13000000	37412700	56255371
Fiji	a				1			6	7
	b							19602	19602
	c				86633				86633
Nauru	c							31800	31800
New Zealand	a	2		1			5	175	292
	b	74716					400000	3180000	13740423
	c	161302		10000			400000	95400	5847006
Palau	a								2
	b								1733
Papua New Guinea	a							9	14
	b							63672	86930
Samoa	a							2	2

		Member States							
Regions Countries		Italy	Luxembourg	Netherlands	Portugal	Spain	Sweden	United Kingdom	Total EU per destination
Solomon Islands	a							2	2
Tonga	a	1						1	2
	b	804							804
Vanuatu	a							2	2
TOTALS PER MEMBER STATE	a	622	16	958	63	575	548	13116	36063
	b	869625549	57986			566310130	638099371	3197466743	21546765229
	c	471250265	57986	450330000	6078814	274709800	373182903	1497303000	3465605545
	d	71		7	3	8	10	120	412
	e	1(7) 3(11) 4(7) 5(2) 7(44)		3(4) 4(4) 6(3) 7(2) 8(1)	3(2) 4(2) 7(2)	7(8)	4(8), 3(1), 7(1)	1(6) 2(67) 3(59) 4(36) 5(6) 6(21) 7(22) 8(0)	1(23) 2(83) 3(104) 4(77) 5(8) 6(24) 7(127) 8(2)

**Nombre total de consultations engagées et nombre total de demandes de consultation reçues
par État membre**

État membre	Nombre de consultations engagées	Nombre de demandes de consultation reçues
Autriche	11	1
Belgique	3	6
Danemark	0	0
Finlande	3	4
France	17	7
Allemagne	19	5
Grèce	0	0
Irlande	0	0
Italie	2	7
Luxembourg	0	0
Pays-Bas	1	2
Portugal	1	0
Espagne	0	2
Suède	0	4
Royaume-Uni	11	10
TOTAUX	68	48

TABLEAU C

Les rapports nationaux sur les exportations d'armements sont disponibles sur support papier ou via l'Internet aux adresses suivantes:

Belgique:	diplobel.fgov.be
Danemark:	Papier: Ministry of Foreign Affairs, N.SP, Asiatisk Plads 2, DK-1448 Copenhagen K, Denmark ou Internet: www.um.dk Résumé en anglais. Rapport complet en danois uniquement.
Finlande:	www.defmin.fi/index.phtml/page_id/75/topmenu_id/5/menu_id/75/this_topmenu/65/lang/3/fs/12
France:	www.defense.gouv.fr/actualités/dossier/d49/index.html
Allemagne:	http://www.bmwa.bund.de/Navigation/Service/Englisch/publications,page=1.html ou: www.bmwa.bund.de , sélectionner "english", sélectionner "publications"
Irlande:	www.irlgov.ie/iveagh
Italie:	www.camera.it , sélectionner "attività parlamentare", sélectionner "lavori", sélectionner "documenti parlamentari", sélectionner "doc LXVII"
Pays-Bas:	www.exportcontrole.ez.nl
Portugal:	www.mdn.gov.pt
Espagne:	www.mcx.es/sgcomex/mddu
Suède:	www.utrikes.regeringen.se/inenglish/pressinfo/information/Publications.htm
Royaume-Uni:	www.fco.gov.uk